

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 27 mai 2021
(Convocation du 12 mai 2021)

Aujourd'hui, le vingt-sept mai deux mille vingt et un à 10h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020, sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Conseillers en exercice	
• Nombre	53
• Voix	322
Présents	
• Nombre	25
• Voix	183
Pouvoirs	
• Nombre	1
• Voix	1
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	26
• Voix	184
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents en visioconférence :

- Pour les Départements membres : Mesdames et Messieurs Christiane AUTIGEON, Céline SALLES, Dominique DEGOS, Jean GUILHAS, Bernard POUBLAN, Christophe TERRAIN, Paul CARRERE, Yves LAHOUN, Jean ARRIUBERGE, Patrick CHASSERIAUD, Charles PELANNE, Bernard SOUDAR
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Bernard KRZYNSKI
- Pour les communautés de communes membres : Madame Isabelle CAZALIS et Messieurs Philippe BRETHES, Philippe CASTETS, Jean-Marc LESCOUTE, Pierre CAZERES, Jean-Emmanuel DARGELOS, Francis BETBEDER
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Christian DUCOS, Jean-Jacques DANE, Bernard LABADIE, Antoine LEQUERTIER, Daniel ARRIBERE

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les communautés de communes membres : Madame Pascale REQUENNA

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mesdames et Messieurs Laurence ANCIEN, Nathalie BARROUILLET, Bernard VERDIER, Gérard CASTET, Francis DUPOUEY, Gabriel BELLOCQ, Xavier LAGRAVE, Thierry CARRERE
- Pour les Régions membres : Monsieur Andde SAINTE-MARIE
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Philippe CASTEL
- Pour les communautés de communes membres : Madame Christine FOURNADET et Messieurs Philippe LATRY, Pierre LAJUS, Philippe BARON, Michel CUYAUBE, Didier GAUGEACQ, Denis LANUSSE, Jean-Michel LE BIHAN, Christophe PUGNETTI, Jean-Pierre REMY, Laurent NOLIBOIS, Jean-Yves ARRESTAT, Patrick MAUNAS
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Michel CHANUT, Didier SAKELLARIDES, Michel BAREYT, Bernard LOUGAROT

Secrétaire de séance : Madame Christiane AUTIGEON



OBJET : Conventions / Ressource en eau - Projet de territoire pour la gestion de l'eau sur l'Adour en amont d'Aire - Convention d'échange de données avec Irrigadour pour l'étude socio-économique agricole

Exposé des motifs :

Dans le cadre du projet de territoire pour la gestion de l'eau sur l'Adour en amont d'Aire, l'Institution Adour conduit des études sur plusieurs thématiques en lien avec la ressource en eau et sa valorisation économique.

Le poids de l'irrigation agricole dans l'économie des exploitations est spécifiquement étudié afin d'objectiver le gain potentiel que cela peut apporter. Cet éclairage est notamment nécessaire pour alimenter les réflexions sur les actions à promouvoir pour résorber le déséquilibre quantitatif du bassin de l'Adour amont tout en préservant l'économie du territoire. Cette étude, confiée aux CERFRANCE des Hautes-Pyrénées et du Gers, se déroulera entre mars et octobre 2021.

Afin de comparer les performances économiques des exploitations irrigantes et non-irrigantes, il est nécessaire de connaître leur niveau d'accès à l'eau. Cette information, ainsi que la nature de la ressource mobilisée, les volumes autorisés et réellement prélevés, sont détenus par Irrigadour en tant qu'organisme unique de gestion collective (OUGC). En effet, dans le cadre de ses missions, Irrigadour doit proposer chaque année un plan de répartition entre les irrigants de chaque périmètre des volumes de prélèvement d'eau dans la limite du volume prélevable autorisé. À ce titre, Irrigadour dispose ainsi de données nominatives complètes sur les autorisations de prélèvements accordées aux exploitations agricoles du territoire ainsi que le bilan annuel des volumes réellement consommés.

L'EPTB est intéressé à utiliser les données de l'OUGC, pour son compte, dans le cadre de l'étude socio-économique agricole venant compléter le diagnostic du projet de territoire Adour amont.

Afin de cadrer les modalités d'utilisation de ces données nominatives, il est proposé d'établir une convention d'échange de données.

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

- D'approuver les termes de la convention à intervenir entre l'Institution Adour et Irrigadour, pour l'échange de données, telle qu'annexée,
- D'autoriser le Président à la signer ainsi que l'ensemble des documents y afférant, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 27 mai 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 29/06/2021

Reçu en préfecture le 29/06/2021



ID : 040-254002264-20210527-CS55_2021-DE



CONVENTION

**Partage de données dans le cadre du projet de territoire
pour la gestion de l'eau sur l'Adour en amont d'Aire**



Entre

L'INSTITUTION ADOUR, domiciliée 38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du comité syndical n° 55/2021 en date du 27 mai 2021, ci-après dénommée l'EPTB

d'une part,

Et

IRRIGADOUR, domicilié à la Maison de l'agriculture - Cité Galliane, 40005 Mont-de-Marsan cedex et représenté par son président Jean-Luc CAPES, ci-après dénommé l'OUGC.

d'autre part

PREAMBULE

Dans le cadre du projet de territoire pour la gestion de l'eau sur l'Adour en amont d'Aire, l'Institution Adour porte des études sur plusieurs thématiques en lien avec la ressource en eau et sa valorisation économique. Le poids de l'irrigation agricole dans l'économie des exploitations est spécifiquement étudié afin d'objectiver le gain potentiel que cela peut apporter. Cet éclairage est notamment nécessaire pour alimenter les réflexions sur les actions à promouvoir pour résorber le déséquilibre quantitatif du bassin de l'Adour amont tout en préservant l'économie du territoire.

IRRIGADOUR a été désigné par arrêté inter-préfectoral (en date du 29 juillet 2013) comme Organisme Unique de Gestion Collective (OUGC) des prélèvements d'eau à usage d'irrigation agricole dans le Bassin de l'Adour et plus précisément sur la Zone de Répartition des Eaux (ZRE) de ce bassin. Dans le cadre de ses missions, IRRIGADOUR doit proposer chaque année un plan de répartition des volumes de prélèvement d'eau entre les irrigants dans la limite du volume prélevable autorisé.

A ce titre, IRRIGADOUR dispose ainsi de données nominatives complètes sur les autorisations de prélèvements accordées aux exploitations agricoles du territoire.

L'EPTB est intéressé à utiliser les données de l'OUGC, pour son compte, dans le cadre de l'étude socio-économique agricole venant compléter le diagnostic du projet de territoire Adour amont.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Les Parties à la présente convention s'engagent à respecter, en ce qui les concerne, les dispositions du Règlement (UE) 2016-679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et celles de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Chacune des parties s'engage à communiquer les coordonnées de contact de son délégué à la protection des données (DPO) si ces dernières sont tenues d'en désigner un selon les termes de l'article 37 du RGPD et à tenir à jour la documentation nécessaire à la preuve de la conformité du traitement (registre des traitements, documentation nécessaire à la preuve de la conformité).

DPO IRRIGADOUR : Pascale SERE, du Syndicat Mixte ALPI, tel 05 58 85 81 90

DPO INSTITUTION ADOUR : Pascale SERE, du Syndicat Mixte ALPI, tel 05 58 85 81 90

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de décrire les conditions et les modalités de mise à disposition de données entre les parties.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DES PARTIES

L'OUGC mettra à disposition de l'EPTB les données listées dans l'annexe 1.

Les parties s'engagent à fournir la source d'information des données dont elle n'a pas la propriété intellectuelle et à citer les auteurs des données pour chacune d'entre elles, lors de toutes réutilisations ou diffusions.

L'annexe 1 constitue la liste des données mises à disposition, leurs formats d'échange, leurs droits d'utilisation ainsi que leurs sources extérieures le cas échéant.

Cette liste n'est pas définitive, elle pourra faire l'objet d'ajouts de données entre les deux signataires par voie d'avenant.

ARTICLE 3 : PROPRIETE DES DONNEES

Les données existantes ou acquises mises à disposition par les parties dans le cadre de la présente convention restent la propriété intellectuelle de chacune des parties et/ou des producteurs de données cités dans les annexes en tant que source pour chaque donnée.

Les parties disposent, en vertu de la présente convention de droits d'exploitation, de réutilisation ou de diffusion limités à ceux décrits dans l'annexe 1 pour chaque donnée.

ARTICLE 4 : CONFIDENTIALITE, ORGANISATION ET FORMAT DES INFORMATIONS

Dans l'annexe 1, pour chaque donnée mise à disposition par l'OUGC, sera précisé le droit d'utilisation afférent.

Chacune des parties ne sera pas tenue responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des données par l'autre partie.

Les parties s'engagent à fournir des données organisées par thématiques, secteurs, types ou du moins avec une arborescence claire et des fiches descriptives pour chaque donnée échangée notamment sur la composition des données attributaires dans le cas de données géographiques.

**ARTICLE 5 : DUREE**

La présente convention est valable pour une durée de un an à partir de la date de signature. Les données seront conservées uniquement sur cette période. Par conséquent, les utilisateurs des données en Annexe 1 s'engagent à les supprimer de leurs bases de données un an à partir de la date de signature.

ARTICLE 6 : RESTRICTIONS SUR LES DONNEES PERSONNELLES

Les utilisateurs sont informés que les données comportent des restrictions d'usage de par leur nature (données personnelles, données sensibles, secrets...).
Chaque partie s'engage à se conformer au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

ARTICLE 7 : PRIX

La mise à disposition de l'ensemble des données s'effectue à titre gracieux.

ARTICLE 8 : RESILIATION

En cas de non-respect des droits d'utilisation avéré l'une ou l'autre des parties pourra mettre fin à la présente convention sous réserve de le notifier par courrier adressé en recommandé avec accusé de réception.

Fait à Mont-de-Marsan, le

Paul CARRERE
Président de l'Institution Adour

Jean-Luc CAPES
Président d'IRRIGADOUR

ANNEXE 1 : DONNEES MISE A DISPOSITION PAR L'OUGC

Nom de la données	Type de la données	Source	Condition particulière d'utilisation	Destinataires des données	Type de données
Autorisations de prélèvements nominatives à des fins d'irrigation agricole PE 221, 222	Excel (l'IA le récupère via une clé usb)	IRRIGADOUR	Les données seront retraitées si nécessaire (volumes prélevables autorisés regroupés par exploitation et par type de ressource mobilisée) et transmises aux CERFRANCE des Hautes-Pyrénées et du Gers pour une exploitations dont les résultats seront anonymisés.	IA / CERFRANCE liés par un acte d'engagement précisant le cadre de cet échange	SIRET Numéro de point de prélèvement Coordonnées GPS [X ; Y] Volume autorisé Type de ressource Surface Débit autorisé
Prélèvements réalisés à des fins d'irrigation agricole PE 221, 222	Excel (l'IA le récupère via une clé usb)	IRRIGADOUR	Les données seront retraitées si nécessaire (volumes prélevés autorisés regroupés par exploitation et par type de ressource mobilisée) et transmises aux CERFRANCE des Hautes-Pyrénées et du Gers pour une exploitations dont les résultats seront anonymisés.	IA / CERFRANCE liés par un acte d'engagement précisant le cadre de cet échange	SIRET Numéro de point de prélèvement Coordonnées GPS [X ; Y] Volume autorisé Type de ressource Surface Débit autorisé

